

Working Group III

Working document 13

Groupe de travail III « Personnalité juridique »

Objet : **Observations de Mme Andréani, Membre Suppléante de la Convention,
au Groupe de travail "Personnalité Juridique" sur l'avant projet de rapport de M.
Amato (SN 3130/02)**

**CONTRIBUTION DE Mme ANDREANI,
SUPPLEANTE DE M. MOSCOVICI
AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PERSONNALITE JURIDIQUE**

Les autorités françaises sont favorables à l'attribution explicite à l'Union européenne de la personnalité juridique unique. Dès lors, l'Union sera un sujet de droit international. En tant que telle, elle remplacera la Communauté dans sa capacité à contracter en matière internationale. Doter l'Union de la personnalité juridique répond aux objectifs de simplification de la construction européenne et permet donc d'améliorer la visibilité et la cohérence de son action extérieure. Cette orientation est cohérente avec notre volonté de renforcer le rôle de l'Union sur la scène internationale.

Comme le souligne le pré-rapport du groupe de travail sur la personnalité juridique, la reconnaissance de la personnalité juridique n'entraîne, par elle-même, aucune modification de la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres ou entre l'Union et la Communauté. Elle n'entraîne pas non plus de modifications sur les procédures et attributions respectives des institutions quant à la négociation et la conclusion des accords internationaux. C'est bien dans ce contexte que nous souscrivons à la reconnaissance d'une telle personnalité juridique.

Le groupe de travail va plus loin que la simple proposition de reconnaissance de la personnalité juridique pour l'Union. Il propose des modifications de substance, au nom de la simplification, qui appellent les observations suivantes.

1. Sur les procédures de négociation et de conclusion des accords "mixtes" (CE-Etats membres) et "inter-piliers" (CE-UE)

- le critère proposé du caractère "prépondérant" du domaine concerné par l'accord pour déterminer l'instance (Présidence du Conseil ou Commission) qui négocie ne nous semble pas adéquat : il fera l'objet inévitablement d'interprétations divergentes entre les acteurs et sera donc difficile à mettre en oeuvre ;
- il est toujours possible d'envisager le maintien, au sein d'un même titre relatif à l'action extérieure, de deux bases juridiques distinctes, selon le système actuel qui ne soulève pas de difficulté majeure ;

- en revanche, la faculté ouverte au Conseil ou aux Etats membres de charger la Commission/ le Haut représentant/ le futur ministre des affaires étrangères de l'Union de négocier en leur nom mérite d'être inscrite dans le futur traité.

2. Sur l'invocation des règles constitutionnelles pour les accords PESC

En l'état des règles de votes au Conseil, nous pouvons accepter la suppression de la procédure d'invocation des règles constitutionnelles pour les accords PESC et JAI. Toutefois, il convient de maintenir la possibilité, si une difficulté d'ordre constitutionnel se présentait à l'occasion d'un accord de l'Union en matière de PESC ou de JAI, de recourir à la clause de sauvegarde de l'article 23, paragraphe 2, UE.

3. Sur le contrôle par la CJCE des accords conclus par l'Union

La question du contrôle de la CJCE sur les actes de la PESC doit être envisagée dans son ensemble. Elle suppose un examen approfondi compte tenu des difficultés juridiques qu'elle soulève.

4. Sur la consultation du Parlement européen dans la conclusion des accords conclus dans le cadre de la PESC

La consécration du rôle consultatif du Parlement européen dans le cadre de la PESC doit être soutenue dans son principe afin d'engager un dialogue constructif entre le Parlement européen et le Conseil sur l'action extérieure de l'Union.

5. Sur la représentation de l'Union sur la scène internationale

L'organisation de la représentation extérieure de l'Union devrait être conçue de manière aussi unifiée que possible, notamment dans les pays tiers, sans toutefois que l'Union européenne ne se substitue aux Etats membres et dans le respect des compétences des Etats membres en matière de conclusion d'accords internationaux dans les matières actuellement couvertes par la politique extérieure et de sécurité commune.